

## Réunion du Comité de pilotage, 3 décembre 2013

### Initiative MENA-OCDE pour la Gouvernance et l'Investissement pour le Développement

#### Conclusions

La réunion du Comité de pilotage de l'Initiative MENA-OCDE s'est tenue à Rabat le 3 décembre 2013 sous les auspices du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc. Elle a été ouverte par les quatre co-présidents de l'Initiative, du Maroc, de l'Espagne et de la Suède, qui ont demandé à l'Initiative de continuer à soutenir la région dans cette période de transition.

La réunion a été honorée par la présence de S.E. M. le Ministre Louafa, Ministre délégué auprès du Chef du gouvernement chargé des Affaires générales et de la Gouvernance, Royaume du Maroc, président du Programme MENA-OCDE pour l'Investissement, et S.E. M. le Ministre Mohammed Moubdii, Ministre délégué auprès du Chef du gouvernement en charge de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, Royaume du Maroc, président du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance.

La réunion a également accueilli S.E. M. Ricardo Diez-Hochleitner, Ambassadeur, Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'OCDE, co-président du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, et Mme Marie-Claire Swärd Capra, Chargée d'affaires *a.i.*, Ambassadeur, Délégation de la Suède auprès de l'OCDE, co-président du Programme MENA-OCDE pour l'Investissement.

La réunion a bénéficié d'une très grande participation, avec plus de 90 représentants de 13 pays de la région MENA et 13 membres de l'OCDE, de même que d'organisations internationales comme l'Union européenne, la Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID), IFC, la Ligue des États arabes, et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

#### **Session conjointe**

#### ***Les participants ont :***

- Reconnu les efforts des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux pour un environnement économique, social et politique plus favorable et, en ces temps de défis

économiques et politiques qu'affronte la région, ont appelé à développer les actions régionales et nationales pour renforcer la confiance dans les institutions et stimuler la croissance.

- Reconnu le travail mené par l'Initiative MENA-OCDE au cours de son troisième mandat (2010-2014) et accueilli la préparation de la prochaine phase de l'Initiative au-delà de 2015.
- Souligné la valeur ajoutée du dialogue sur les politiques régionales pour l'échange des bonnes pratiques, ainsi que le travail technique et l'évaluation des progrès dans les réformes nationales.
- Accueilli l'implication continue de la société civile et du secteur privé dans les consultations et le dialogue dans la perspective de recevoir des indications des partenaires régionaux sur les priorités pour l'Initiative.

À la fin de la session conjointe, les participants ont pris part à deux sessions parallèles afin de discuter des activités en cours et futures du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance d'une part, et du Programme MENA-OCDE pour l'Investissement d'autre part. Les conclusions de ces deux sessions parallèles, ci-dessous, ont été présentées à la fin de la journée par les co-présidents de chaque Programme durant la session de conclusions conjointe.

#### **Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance :**

##### ***Les participants:***

- Ont salué l'efficacité de la contribution du **Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance** pour répondre aux défis actuels de la gouvernance dans la région MENA, où les gouvernements subissent des pressions pour la mise en place d'institutions plus efficaces, plus transparentes et plus responsables. En outre, ils ont souligné, l'importance de la mise en œuvre des politiques publiques centrées sur les citoyens pour restaurer la **confiance dans les gouvernements**.
- À cet égard, les participants ont rappelé que l'instauration des principes et des pratiques de bonne gouvernance dans le contexte actuel de la région MENA, est conditionné par la mise en œuvre des actions suivantes :
  - **Mettre l'accent sur la jeunesse**, dans la mesure où son exclusion et sa marginalisation des processus d'élaboration des politiques publiques peuvent constituer des contraintes pour le développement social. L'intégration des jeunes dans les processus publics reste, donc, l'un des principaux défis à relever ;

- **Mettre l'accent sur la dimension territoriale des politiques publiques**, et plus particulièrement sur le développement de stratégies et d'outils mieux adaptés pour promouvoir le **développement local** ;
- **Mettre l'accent sur la responsabilité et la transparence des institutions** comme condition préalable pour garantir des réponses efficaces aux demandes sociales ; à cet égard, les participants ont appelé au renforcement de la collaboration avec les Parlements et les institutions et organismes de gouvernance indépendants.
- **Mettre l'accent sur la mise en œuvre effective des politiques publiques**, en mobilisant les outils nécessaires pour garantir l'impact des actions gouvernementales, y compris les capacités d'évaluation, les instruments de communication, et les outils de formation et de renforcement des capacités.
- Ont rappelé que **le dialogue sur les politiques publiques** facilite la prise de mesures ayant un **impact concret** sur la qualité des services et des politiques publiques, et, par conséquent, sur la vie des citoyens. Ils ont appelé à la mise en œuvre de **projets nationaux** dans le cadre du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance, et ont salué la mise en œuvre de programmes globaux sur la gouvernance en collaboration avec les gouvernements tunisien et palestinien. Les participants ont aussi appelé à utiliser les mécanismes d'évaluation par les pairs et à exploiter le plein potentiel du **Fonds de transition du Partenariat de Deauville** dans le domaine de la **Gouvernance publique**.
- Pour une meilleure efficacité, les participants ont souligné l'importance des activités de renforcement des capacités, telles que celles organisées par le **Centre de formation du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance de Caserta** en collaboration avec l'Ecole nationale d'administration italienne. Par ailleurs, Ils ont proposé qu'une collaboration étroite et systématique soit développée avec le réseau GIFT-MENA.
- Ont salué les progrès réalisés par le **Projet MENA-OCDE pour un gouvernement ouvert** en matière de rapprochement entre les pays du MENA et le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO). En outre, ils ont félicité :
  - **La Tunisie** pour avoir réalisé les réformes nécessaires pour devenir éligible à l'adhésion au PGO ;
  - **Le Maroc** pour les efforts déployés pour la traduction des dispositions de sa nouvelle Constitution en politiques publiques et en pratiques ; les participants ont aussi encouragé

le gouvernement marocain à prendre les mesures nécessaires pour rejoindre immédiatement le PGO ;

- **La Libye** pour avoir fait de la bonne gouvernance une priorité de son processus de construction de l'État ;
  - **L'Autorité palestinienne**, pour son engagement à mettre l'accent sur les réformes de promotion du gouvernement ouvert ;
  - **La Jordanie** qui, en tant que premier pays du MENA à avoir rejoint le PGO, poursuit son action pour rendre son processus d'élaboration des politiques publiques encore plus transparent et participatif ;
  - **Le Yémen** qui poursuit son processus de dialogue national inspiré par les principes de gouvernance démocratique et la garantie de l'état de droit.
  - **Le Bahreïn** a dévoilé les plans de réforme en cours notamment la réforme de la réglementation, à la lumière du rapport régional « La réforme de la réglementation dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord : Mise en œuvre des principes de la politique réglementaire pour renforcer la croissance inclusive ».
- Ont souligné l'importance de la mise en œuvre effective en 2014 des réformes entreprises en matière de politiques publiques et des réformes législatives, et ont mis l'accent, plus particulièrement, sur l'importance de l'élaboration de **Plans d'action pour un gouvernement ouvert** en concertation et en collaboration avec la société civile.
  - Ont salué les propositions formulées par le **Groupe informel de réflexion** et ont convenu des étapes opérationnelles à suivre pour leur mise en œuvre:
    - Ils ont confirmé la pertinence des thèmes traités par les Groupes de travail du Programme, et les ont invité à renforcer leurs liens avec les Parlements, les organismes et institutions indépendants, et les organes de contrôle et de consultation, y compris les Médiateurs et les Conseils économiques et sociaux, qui jouent un rôle crucial dans l'amélioration de la gouvernance démocratique ;
    - Ils ont invité le Secrétariat et les Groupes de travail à développer, au cours de l'année 2014, des approches spécifiques pour « **la jeunesse et la gouvernance** », tout en veillant au développement de la consultation et de la participation, notamment au niveau local ;
    - Ils ont invité le Secrétariat à produire des études de cas sur la **gouvernance locale et le développement** afin d'appréhender les défis des politiques publiques et de fournir des solutions et des outils opérationnels.

- Ils ont souligné la nécessité de développer des outils pour évaluer les progrès des réformes et mesurer la performance des gouvernements. A cette fin, ils ont invité les Groupes de travail à produire des **rapports comparatifs régionaux**, à l’instar des rapports de l’OCDE, présentés lors de cette réunion, sur le genre, la réforme réglementaire et les marchés publics. Les participants ont aussi proposé de réaliser des rapports similaires portant sur les domaines liés à l’e-gouvernement et l’innovation, la gestion des finances publiques, ou tout autre domaine pertinent couvert par les Groupes de travail MENA-OCDE.
- Ils ont encouragé l’OCDE et les gouvernements de la région à développer des **indicateurs permettant d’évaluer, de contrôler et de comparer les résultats**, en utilisant la méthodologie de l’OCDE des **Panoramas des administrations publiques** pour faciliter le partage des expériences.
- Les participants ont souligné les principes de participation, d’appropriation et d’inclusion dans la structure de gouvernance du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance, et ont invité le Secrétariat de l’OCDE à lancer des consultations avec les acteurs concernés pour discuter de la **répartition des postes de directeurs et co-directeurs des Groupes de travail et du Programme** afin de renforcer et d’élargir l’appropriation, l’engagement et la participation.
- Ont salué les contributions financières de l’Allemagne, de la Corée du Sud, des Emirats Arabes Unis, de l’Espagne, des États-Unis, de la France, de l’Italie, de la Norvège, du Qatar, du Royaume-Uni et de la Turquie au Programme et ont encouragé d’autres bailleurs à faire de même. Les participants ont reconnu que plusieurs pays du MENA et de l’OCDE ont porté une aide précieuse en nature en accueillant les réunions régionales du Programme.
- Ont invité les pays de la région à renforcer davantage le partenariat avec les organismes internationaux et bailleurs de fond pour approfondir le travail au niveau régional et des projets pays inscrits dans ce programme.

#### **Programme MENA-OCDE pour l’Investissement :**

##### ***Les participants ont:***

- Souligné la pertinence continue du Programme MENA-OCDE pour l’Investissement, et ont confirmé en particulier le besoin de continuer à approfondir les problématiques traitées par le

Programme, apprécié la façon dont les problèmes étaient traités et ont accueilli la dimension participative du Programme.

- Discuté des **défis et opportunités** pour l'investissement, la croissance économique et la création d'emploi dans la région MENA et leur impact sur le Programme MENA-OCDE pour l'Investissement.
- Noté que des **évaluations** du Programme MENA-OCDE pour l'Investissement sont en cours et soulignent les contributions du Programme dans les processus de réformes régionales, dans la création de réseaux et dans le dialogue entre les secteurs publics et privés, permettant ainsi une appropriation régionale plus forte et une coordination renforcée entre les acteurs nationaux et internationaux.
- Soutenu le besoin de continuer de se concentrer sur les quatre grands thèmes de travail, comme cela avait été décidé lors de la dernière réunion du Comité de pilotage de novembre 2012, plus spécifiquement:
  - **Stimuler l'investissement pour favoriser la création d'emploi** : accueilli l'emphase mise par le Programme sur les mesures de gestion des risques liés à l'investissement et sur le renforcement de la confiance à travers : le programme de soutien ISMED (Sécurité des investissements en Méditerranée), le soutien sur l'intégration régionale en matière d'investissement (coopération avec la Ligue des États Arabes pour la promotion de l'amendement de l'Accord d'investissement), et le travail spécifique aux pays sur l'attraction des investissements et sa protection (adhésion de la Jordanie à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international, Revue du Climat des Affaires de l'Égypte, soutien à l'examen des régimes juridique et institutionnel en Jordanie et en Tunisie, et le projet Irak en cours et sa nouvelle phase (financement des infrastructures et zones d'investissement)). Encouragé à continuer le travail sur ces problématiques et ont mis en évidence le besoin de soutenir les pays dans la mise en œuvre de leurs législations nationales et de leurs obligations internationales liées à l'investissement, y compris le renforcement des capacités de négociation.
  - **Promouvoir l'entrepreneuriat et le développement des PME** : accueilli l'évaluation détaillée des PME dans la région (l'Indice des politiques des PME) et ses résultats préliminaires qui ont souligné les progrès réalisés en matière de soutien au développement des PME dans les pays participants depuis la première évaluation en

2008. Recommandé de poursuivre le travail sur les politiques afin de réaliser et de concrétiser le potentiel de création d'emploi des PME et de l'entrepreneuriat, y compris par la promotion des entreprises à haut potentiel et dans l'objectif de développer les bonnes pratiques favorisant le développement des entreprises. Souligné l'importance de l'innovation dans le développement des PME, noté le besoin de soutenir les politiques pour les micro-entreprises et l'auto-entrepreneuriat, et les efforts vers un secteur des services plus dynamique, mentionné le potentiel travail sur le renforcement des cadres pour les *business angels*, la promotion industrielle, le transfert de propriété dans les entreprises, et la création d'entreprises dans les régions moins développées.

- **Soutenir l'intégration économique des femmes:** Noté que les femmes sont une force motrice du développement économique, mais que leurs contributions à la croissance n'est pas suffisamment exploitée dans la région où de nombreuses femmes éduquées doivent faire face au chômage et aux défis liés à l'entrepreneuriat. Accueilli le lancement du projet "*Soutenir les femmes en tant qu'acteurs économiques durant la période de transition*" en Algérie, en Égypte, en Jordanie, en Libye, au Maroc et en Tunisie, et qui a pour objectif d'assurer des opportunités économiques égales pour les hommes et les femmes à travers la révision des cadres juridiques et institutionnels. Accueilli les conclusions du Forum des Femmes Entrepreneurs (FFE) OCDE-MENA qui s'est tenu le 2 décembre à Rabat, au Maroc, et les recommandations spécifiques visant à soutenir le développement d'une meilleure collecte des données ventilées par genre sur l'emploi et l'entrepreneuriat, de même qu'un accès au financement et aux services de développement des entreprises. L'attention pourrait également être donnée aux femmes dans le leadership économique, de même qu'à l'impact des technologies de l'information et de la communication sur l'employabilité des femmes et l'entrepreneuriat.
- **Créer des conditions équitables à travers l'intégrité des affaires, la gouvernance d'entreprises et la conduite responsable des entreprises :** encouragé le Programme à approfondir et à accélérer encore plus ses travaux sur l'intégrité dans les affaires qui bénéficie d'une attention publique importante par le biais d'un dialogue régional et national, de formations et d'examens des meilleures pratiques, encouragé plus de soutien sur la gouvernance d'entreprise dans les entreprises d'État et les marchés de

capitaux, et l'assistance technique, les formations et les services de conseil au soutien de meilleures pratiques dans les affaires et une conduite responsable des entreprises. Mis en évidence le besoin de renforcer les capacités aux niveaux de l'entreprise et du gouvernement.

- Noté la force du Programme dans l'implication des représentants des secteurs public et privé et insisté sur la nécessité de continuer à rassembler les parties prenantes non-gouvernementales pour plus de dialogue public-privé.
- Accueilli l'engagement du Programme dans le développement de Plans d'action pour les réformes en matière de politiques d'investissement et de PME dans le cadre du processus du **Partenariat de Deauville** ; Noté le lancement de projets financés par le Fonds de transition, tel que la stratégie de développement pour les PME en Libye.
- Soutenu les propositions pour développer de **nouveaux thèmes et méthodologies** dans les années à venir en relation avec :
  - L'intégration régionale en matière commerciale et d'investissement
  - L'intégration économique et des femmes ;
  - La promotion de l'innovation, la productivité et la compétitivité aux niveaux horizontal et sectoriel, avec le lancement d'un nouveau groupe de travail sur la compétitivité.
  - Le *benchmarking* régional et spécifique aux pays, et l'évaluation.
- Reconnu les **partenariats** renforcés avec les institutions publiques et privées et avec les organisations internationales comme la Ligue des États arabes (projet en cours sur l'amendement de l'Accord de 1980 sur l'investissement du capital arabe dans les pays arabes), le Centre Koweït/FMI (activités de formation pour les représentants gouvernementaux de la région MENA sur des sujets comme les politiques des PME, l'intégrité et la compétitivité), la Commission européenne, le PNUD, l'UpM, la BEI, l'AMGI, la Banque mondiale et l'ONUDI. Noté (1) la volonté du Centre MENA pour l'investissement (Bahreïn) de jouer un rôle pour développer plus la contribution et l'implication du CCG, (2) la proposition de l'Université américaine du Caire d'accueillir une conférence régionale en mars 2015 en Égypte sur la région MENA, les politiques de l'OCDE et l'agenda après 2015.



- Reconnu que plusieurs pays de la région MENA et membres de l'OCDE ont fourni des soutiens en nature en accueillant des réunions et ateliers de travail. A accueilli les **contributions** de la Suède, des États-Unis, de la Commission européenne, de la République tchèque, de l'Espagne, de la France, du Japon, de la Turquie, du Royaume-Uni, du Fonds de transition du Partenariat de Deauville et de Siemens au Programme MENA-OCDE pour l'investissement, ainsi que les contributions aux directions de l'OCDE se concentrant sur la région MENA et sur les problématiques pertinentes pour le Programme, comme celle des Pays-Bas. Encouragé d'autres bailleurs de fond à les rejoindre en vue de répondre à la demande et de soutenir davantage la prochaine phase du Programme.